



De multiples opérateurs sont actifs dans la collecte et le traitement des DEEE. Si certains sont agréés, d'autres continuent à gérer ces déchets comme de la simple mitraille.

plus de la valeur de la ferraille pour la gestion de ces flux", observe le responsable de Denuo, qui estime que des assouplissements au niveau des exigences logistiques de Recupel sont également nécessaires pour permettre à certains opérateurs de s'inscrire dans la filière.

#### Recupel demande des garanties

Du côté de Recupel, on explique que des discussions sont effectivement en cours avec Denuo pour tenter de trouver des solutions concertées à ce problème. "Pour nous, il est très important que la collecte et le traitement des DEEE soit effectuée de façon correcte et professionnelle. On veut bien sûr travailler avec davantage d'opérateurs, mais ceux-ci doivent respecter les règles, insiste la porte-parole Saar Bentein. Il est normal de payer un prix correct qui prend en compte le coût réel des efforts accomplis, mais nous devons avoir les garanties que c'est effectivement le cas."

Même s'il n'a pas atteint le seuil des 65 %, le taux de collecte de DEEE a continué à progresser d'année en année, souligne également M<sup>me</sup> Bentein, mettant en avant les campagnes de sensibilisation et les mesures prises par Recupel pour poursuivre cette amélioration. "Nous avons créé le nouveau canal Smartloop qui permet aux PME d'entrer directement en relation avec un opérateur reconnu pour le transport ou le recyclage, et nous essayons d'étendre le réseau de collecte en augmentant le nombre de points de collecte dans la distribution. Récemment, nous avons également lancé la campagne 'Génération R' pour inciter les Belges à rapporter leurs outils de jardin ou de bricolage électriques vers les centres de collecte permettant leur recyclage ou leur réparation."

Gilles Toussaint

## Incivilités

### Agir contre la "honte" des déchets sauvages

#### Canettes, mégots, emballages alimentaires de toute sorte ou, plus récemment, masques buccaux...

L'abandon de déchets sauvages sur la voie publique reste un problème majeur en Wallonie et a poussé récemment le gouvernement à annoncer un doublement des amendes pour les personnes surprises à abandonner leurs rebuts dans la nature. Celles-ci s'exposeront désormais à une sanction allant de 200 à 300 euros. Un budget de 1,8 million d'euros a par ailleurs été dégagé pour permettre aux communes d'installer du matériel de vidéosurveillance afin de traquer ces incivilités.

De son côté, l'ASBL Be WaPP, créée par Fost Plus, Fevia Wallonie et Comeos, vient également de lancer deux campagnes pour lutter contre ces comportements. La première cible plus particulièrement 79 communes du sud du pays qui vont pouvoir faire appel à un consultant externe mis à leur disposition par l'ASBL pour les aider à optimiser le parc de poubelles publiques installées sur leur territoire. Placer ces poubelles aux endroits appropriés permet en effet de réduire de 50 % les déchets sauvages, souligne Be WaPP, qui proposera aux communes impliquées une application leur permettant de dresser un inventaire géolocalisé de leurs poubelles. L'association souhaite également sensibiliser les citoyens à ce problème dans le cadre de la campagne #cestlahonte lancée le 23 novembre. Outre la diffusion d'une série de spots télévisés, cette action invite les Wallons à prendre des photos de ces dépotoirs clandestins et à les publier sur les réseaux sociaux via une plate-forme en ligne dédiée, afin de manifester leur désapprobation. **G.T.**

## EN BREF

### Climat

#### Les activistes se sont relayés pour la "grande manifestation"

La grande manifestation de soixante heures pour le climat (lire *LLB 30/11*) est arrivée lundi à 15 heures boulevard du Régent à Bruxelles, devant le siège du ministre-Président du gouvernement bruxellois, Rudi Vervoort, après une première étape devant le Parlement wallon à Namur en matinée. Ce sont 60 activistes qui se devaient se relayer pour réclamer à l'Union européenne une diminution d'au moins 60 % des gaz à effet de serre d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Chaque manifestant avait droit à une heure d'action. En soirée, pour respecter le couvre-feu, les participants allaient se relayer en vidéo depuis le siège de Greenpeace. Mardi, la manifestation visera le gouvernement flamand et, mercredi, le gouvernement fédéral. (Belga)

### Union européenne

#### Les émissions de CO<sub>2</sub> ont baissé de 24 %

Les émissions de gaz à effet de serre de l'UE ont été réduites de 24 % par rapport à leurs niveaux de 1990, a indiqué lundi la Commission européenne. Elles sont ainsi tombées l'an dernier à leur niveau le plus bas depuis trois décennies. Par rapport à 2018, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 3,7 % dans l'UE. Le PIB, lui, augmentait de 1,5 %. Ces chiffres démontrent toutefois la nécessité pour l'UE d'intensifier ses efforts. L'Europe veut en effet atteindre la neutralité climatique en 2050. Pour ce faire, son objectif, actuellement fixé à -40 % pour 2030, devrait descendre au moins à -55 %. (AFP)

### Environnement

#### Un troisième ours abattu dans les Pyrénées

Un ours a été tué dans les Pyrénées, portant à trois le nombre de plantigrades morts dans le massif franco-espagnol depuis le début de l'année. Une enquête a été ouverte. La personne ayant tiré les coups de feu "dit avoir agi en état de légitime défense", précisent les autorités. Cet incident intervient quelques jours après l'arrestation d'une personne dans le cadre de l'enquête sur la mort de l'ours Cachou, retrouvé début avril près de la frontière avec la France, sans que les causes du décès soient connues. De part et d'autre des Pyrénées, la présence de l'ours est décriée, parfois combattue. (AFP)